

**DECISION RELATIVE A L'ELECTION 2024
DES REPRESENTANTS ETUDIANTS
COLLEGE DES « AUTRES ETUDIANTS »
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES (INALCO)**

LE PRESIDENT DE L'INALCO

- VU** le code de l'éducation ;
- VU** le décret n°90-414 du 14 mai 1990 portant statut de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales ;
- VU** le règlement intérieur de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales ;
- VU** le décret n°2013-756 du 19 août 2013 relatif aux dispositions réglementaires des livres VI et VII du code de l'éducation ;
- VU** la délibération du Conseil d'administration de l'Inalco du 27 septembre 2024 fixant la date de l'élection ;
- VU** l'avis du comité électoral consultatif du 6 novembre 2024

DECIDE

Article 1 - Le mandat des représentants étudiants du collège des « autres étudiants » élus au conseil d'administration de l'Inalco arrivant à échéance, des élections, **par voie électronique**, sont organisées :

Du lundi 9 décembre 2024 (9h) au mercredi 11 décembre 2024 (12h)

Article 2 - Nombre de sièges à pourvoir :

4 sièges (4 titulaires et 4 suppléants).

Article 3 – Composition du collège électoral

Le collège des autres étudiants comprend **les étudiants** régulièrement inscrits à l'Institut en vue de la préparation d'un diplôme **autre** qu'un diplôme de « 1^{ère} année de 1^{er} cycle » et hors doctorat.

Article 4 - Durée du mandat :

- Le mandat des représentants étudiants du collège des « autres étudiants » est de deux ans.
- Le mandat des membres du conseil d'administration prend fin de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité à raison de laquelle ils ont été élus.

Article 5- Lieux de vote :

- Le vote se fera par internet. Il sera possible de voter, à partir de n'importe quel poste ou support informatique, sans interruption.
- Les ordinateurs de la salle 6.10 peuvent être utilisés pour procéder au vote électronique.

Article 6 - Listes électorales :

- Les listes électorales sont établies par collège. Sont inscrits sur les listes électorales : **les étudiants** régulièrement inscrits à l'Institut en vue de la préparation d'un diplôme autre qu'un

diplôme de « 1^{ère} année de 1^{er} cycle » et hors doctorat. Leur inscription sur les listes électorales est faite d'office à partir des inscriptions prises auprès de la **direction de la scolarité**.

- L'administration de l'Institut invite les électeurs, par tous moyens et notamment par voie d'affichage, à consulter les listes électorales.
- Les listes électorales sont susceptibles de **rectifications**. Il appartient aux électeurs de vérifier leur inscription car nul ne peut être admis à voter s'il n'est pas inscrit sur une liste électorale ou s'il appartient à un autre collège de l'Inalco.
- Toute personne remplissant les conditions pour être électeur, qui constaterait que son nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, peut demander de faire procéder à son inscription.
- Les usagers dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part doivent faire cette demande **au plus tard 5 jours francs avant la date du scrutin**.
- Les demandes en rectification d'erreur matérielle ne peuvent être formulées que par un électeur. Ces demandes et notamment les demandes d'inscription présentées par des personnes qui estimeraient avoir été omises sur la liste électorale, doivent parvenir, **y compris le jour du scrutin**, à :

Monsieur le Président de l'INALCO
Direction générale des services
Bureau 4.41 – 4^e étage –
65, rue des Grands Moulins – Paris 13^e
tel. 01 81 70 10 46, affaires.juridiques@inalco.fr

- Le Président, assisté du Comité électoral consultatif, fait procéder à leur affichage **vingt jours** au moins avant la date du scrutin et statue sur les réclamations.
- Les listes électorales devront être affichées et/ou consultables au plus tard le **lundi 7 novembre 2022**, en raison de leur volume, à l'accueil au rez-de-chaussée du Pôle des Langues et civilisation et à la direction générale de l'Inalco (bureau 4.41).

Article 7 - Conditions d'exercice du droit de suffrage - Éligibilité - Candidatures :

- Sont électeurs et éligibles tous les étudiants régulièrement inscrits à l'Institut en vue de la préparation d'un diplôme **autre** qu'un diplôme de « 1^{ère} année de 1^{er} cycle » et hors doctorat.
- Le scrutin étant un **scrutin de liste**, chaque liste doit déposer une déclaration de candidature de liste accompagnée d'une déclaration de candidature individuelle signée pour chacun des candidats, titulaires et suppléants.
- Nul ne peut être électeur et éligible dans le collège des « autres étudiants » s'il appartient soit, à l'un des collèges des personnels d'enseignement et de recherche, soit à l'un des collèges des personnels administratifs ou autres personnels.
- Le nom des organisations syndicales ou autres, nationales ou locales, qui représentent la liste ou qui lui apportent leur soutien peut être précisé sur la déclaration de candidature et sur le programme.
- Le dépôt de candidature est obligatoire. Seuls peuvent être candidats les électeurs inscrits sur la liste électorale avant la clôture du délai de candidature.
- Un récépissé attestant du dépôt des candidatures, sous réserve des vérifications d'éligibilité, sera remis à chaque candidat représentant de liste.
- L'administration de l'Inalco met les candidatures à la disposition des électeurs, par tous moyens et notamment par voie d'affichage.
- Le comité électoral consultatif sera tenu informé du déroulement du processus électoral et peut être saisi pour avis sur les problèmes d'organisation, notamment sur l'éligibilité d'un candidat.
- Le responsable du traitement s'assure du consentement des candidats à la transmission de leurs données.

1/ Modalités et dates de clôture pour le dépôt des candidatures :

- Aucune candidature ne peut être modifiée ou retirée après la date limite prévue à l'alinéa ci-dessus, ainsi qu'entre les deux tours dans le cas d'un éventuel second tour.
- Les candidatures doivent être soit déposées auprès de la direction générale des services – bureau 4.41 – 65, rue des Grands Moulins – Paris 13^e, soit être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception au bureau chargé des élections de l'Inalco (direction générale des services – bureau 4.41 – 65, rue des Grands Moulins – Paris 13^e). Dans ce cas, le pli doit être posté de façon à ce qu'il parvienne aux dates et heures fixées ci-avant.
- Les dates et heures limites de dépôt des candidatures sont du **jeudi 21 novembre au lundi 2 décembre 2024 à 12 h**. Il s'agit des dates et heures limites de dépôt en dehors desquelles aucune candidature ne sera acceptée.

2/ Pièces à fournir lors du dépôt des candidatures :

- Une déclaration de liste comprenant autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir, titulaires et suppléants.
- Les listes peuvent être incomplètes, mais elles doivent cependant comporter un nombre de candidats au moins égal à la moitié des sièges à pourvoir (titulaires et suppléants)
- Les candidats titulaires et suppléants sont classés **par ordre préférentiel**.
- Le dépôt de liste doit être accompagné d'une déclaration de candidature individuelle, datée et signée pour chacun des candidats, titulaire et suppléant, comportant les coordonnées personnelles où l'intéressé pourra être joint durant les opérations électorales.
- Ces déclarations devront être accompagnées d'une copie de la pièce justifiant l'identité du candidat : carte d'étudiant ou autre pièce justificative d'identité.
- Les formulaires de candidature de liste et des candidatures individuelles sont à retirer soit au bureau 4.41 de la direction générale des services – 65, rue des Grands Moulins – Paris 13^e, soit sur le site internet de l'Inalco.

Article 8 - Professions de foi :

- Dans la mesure où les candidats souhaitent diffuser une profession de foi, celle-ci sera remise avant la clôture du dépôt des candidatures. Elle ne devra pas dépasser une page format 21 cm x 29,7 recto/verso.
- La publicité des professions de foi ne sera assurée qu'après vérification du respect des règles fondamentales de l'article L. 141-6 du code de l'éducation¹ sur le service public de l'enseignement supérieur.
- La diffusion papier des professions de foi est réalisée par les candidats.
- Les candidats qui le souhaitent peuvent également transmettre leur profession de foi par courrier électronique à l'adresse suivante : affaires.juridiques@inalco.fr
- La version transmise par messagerie doit impérativement être identique à la version papier.
- La profession de foi des candidats pourra également figurer sur le site internet de l'Inalco, à condition d'avoir été transmise à l'adresse ci-dessus sous forme de fichier.
- La direction de l'Institut assure une stricte égalité entre les candidats.
- Pendant la durée du scrutin, la propagande est autorisée dans les bâtiments de l'établissement sauf à proximité de la salle 6.10 qui peut être utilisée pour voter.

¹Article L141-6 du code de l'éducation : « Le service public de l'enseignement supérieur est laïque et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objectivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions. Il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique ».

Article 9 - Mode de scrutin - modalités de vote - attribution des sièges :

- Les représentants des étudiants du collège des « autres étudiants » du conseil d'administration sont élus au **scrutin de liste à un tour** à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne sans panachage.
- Conformément à l'article **L.719-1** du code de l'éducation, chaque liste de candidats est composée **alternativement d'un candidat de chaque sexe**.
- Un nombre égal de suppléants est élus.
- Le vote se fait par internet, sur un site sécurisé. Il n'y a donc pas lieu à procuration.
- Les identifiants seront envoyés par le biais de l'adresse mail renseignée par l'étudiant.
- Le vote est obligatoirement personnel.
- Un centre d'appel est mis en place au 0805.03.10.21 et au 0033.456.400.681 pour les appels internationaux.
- Des tests du système de vote électronique et de dépouillement sont réalisés avant le scellement de l'urne qui aura lieu le 6 décembre 2024.
- Les membres du bureau de vote s'assurent avant l'ouverture du scrutin que l'urne est scellée et vide.

Article 10 - Dépouillement :

- Les opérations de recensement, de dépouillement et de centralisation des résultats sont publiques et sont opérées par la société Alphavote.
- Le dépouillement des votes aura lieu **à l'issue du scrutin à compter de 12h, le mercredi 11 décembre 2024**.
- Pour le dépouillement, le décompte des voix obtenues par chaque candidat ou liste de candidats apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal. Le bureau de vote contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Article 11 - Proclamation des résultats :

- Le procès-verbal général des opérations de dépouillement des votes est préparé par la société Alphavote et envoyé à l'agent en charge des opérations électorales.
- Le Président proclame les résultats du scrutin dans les trois jours suivant la fin des opérations électorales.
- Les résultats sont rendus publics immédiatement par voie d'affichage à l'Inalco au lieu de la centralisation des résultats 65, rue des Grands Moulins – Paris 13^e.
- Les procès-verbaux peuvent être consultés par toute personne intéressée qui en fait la demande dans le délai des voies de recours mentionné à l'article 11 ci-dessous.
- Les fichiers supports sont conservés sous scellés pendant un délai de deux ans. Au terme de ce délai de deux ans, sauf lorsqu'une action contentieuse a été engagée, l'administration procède à la destruction des fichiers supports. Seuls sont conservés les listes de candidats avec déclarations de candidatures et professions de foi, les procès-verbaux de l'élection ainsi que les actes de nomination des membres des bureaux de vote.

Article 12 - Recours :

Instituée dans l'académie de Paris à l'initiative du recteur, la commission de contrôle des opérations électorales doit être saisie des recours éventuels au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats. Elle statue dans un délai de quinze jours. Toute contestation sur la validité des opérations électorales devra être portée devant la Commission de contrôle des opérations électorales :

Direction générale des services de l'INALCO
Bureau 4.41 – 4^e étage –
65, rue des Grands Moulins – Paris 13^e

Le recours auprès du tribunal administratif n'est recevable que s'il est précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales. Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle des opérations électorales.

Le tribunal administratif statue dans un délai maximum de deux mois.

Article 12

La directrice générale des services de l'Inalco est chargée de l'exécution de la présente décision qui tient lieu de convocation des électeurs et sera portée à la connaissance des intéressés par voie d'affichage et sur le site internet,

Fait à Paris, le 6 novembre 2024

Le Président de l'Inalco,

Jean-François HUCHET

Pour le Président et par délégation Valérie Liger-Belair
Directrice Générale des Services

↑↑↑ национален 中文 文化 中心

inalco

Institut national des langues
et civilisations orientales